

Communiqué Sud Culture 34

Kléber Mesquida, président PS du département de l'Hérault, a annoncé lors d'une réunion avec les vices-présidences une coupe de 100% des budgets alloués à la culture, ce qui a été confirmé par le service communication de la collectivité. M.Mesquida a démenti cette baisse dans la presse disant que la baisse ne serait que de 48%, c'est fallacieux puisqu'il ne précise pas que ces 48% représentent 100% des aides pour le spectacle vivant hors Etablissements publics (EPIC,EPA). Il avait déjà annoncé la couleur en novembre 2024 : « On ne peut plus financer le sport, la culture et les associations ».

Ce sera le **seul département de France qui ne consacrer pas un euro à la culture**. En octobre un couperet était déjà tombé, le service de prêt Hérault Matériel Scénique qui mettait à disposition des associations et collectivités du matériel technique stoppait brutalement son activité sous prétexte de concurrence déloyale avec les entreprises privées.

L'Etat quant à lui souhaite aussi faire des économies, Rachida Dati, lors de l'examen du projet de loi finance par le Sénat, a soutenu un amendement gouvernemental qui prévoit une baisse de 130 millions d'euro des crédits de la mission Culture, voir le communiqué de Sud Culture à ce sujet : <https://sud-culture.org/2025/01/28/spectacle-vivant-lettre-ouverte-a-la-ministre-de-la-culture>

Ces coupes budgétaires vont laisser de nombreuses structures et professionnel•les dans une situation de grande précarité qui ne leur garantit aucun avenir, et **ne garantit plus l'accès à toutes et tous à la culture**. Cela aura de dramatiques conséquences sociales sur une année qui s'annonçait déjà catastrophique pour le secteur culturel.

Les attaques menées par l'état et ses représentant•es, par les marchés financiers et le capitalisme **ne resteront pas sans réponses.**

Nous défendons une **culture accessible à tous et toutes, plurielle, qui permette de faire du lien social et qui encourage l'ouverture d'esprit et l'émancipation.** C'est un des moyens qui favorise la transformation sociale dans la perspective d'une société plus égalitaire et qui repose sur un principe de démocratie directe.

La culture est et restera un service public essentiel que nous défendrons.

Le budget du département sera voté en mars 2025, nous serons présent•es et lutterons en attendant pour que cette disparition du budget culturel n'ait pas lieu.